

Habitants de Bêlâbre, vous êtes en état de légitime défense contre votre maire

écrit par Martine Chapouton | 24 mars 2023



Ce vendredi se déroulera, à Bêlâbre, petite ville de 900

habitants, située dans l'Indre, près du Blanc, entre Poitiers et Châteauroux, une réunion publique, salle des Fêtes, à 19 h 30.

Une réunion publique un peu particulière, parce que seront invités, le maire, Laurent Laroche, son conseil municipal, le préfet, l'association à migrants Viltais, les présidents d'association locales... mais surtout pas les principaux concernés, les habitants de Bélâbre, qui auront juste le droit de rester à la porte de la Salle des Fêtes.



La situation à Bélâbre est pourtant fort simple. Le maire est un immigrationniste forcené, et il rêve de voir sa ville dépasser les mille habitants, et veut devenir sénateur. Donc, alors qu'il s'était fait élire sur l'arnaque de la démocratie participative, il a fait voter, en douce, par son conseil municipal, le rachat de l'ancienne chemiserie du centre ville par l'association Viltais, spécialisée dans toute la France pour racheter, avec les subventions publiques, tous les lieux qui peuvent accueillir des migrants, les retaper et y installer les nouveaux venus, notamment dans nos campagnes.

Stupéfaits, les habitants de Bélâbre ont donc appris par la presse qu'ils allaient devoir accueillir 38 migrants. Une première manifestation a eu lieu, le Samedi 25 février, avec la présence de l'avocat Pierre Gentillet. Il y eut environ 150 manifestants. En face il n'y avait qu'une vingtaine de petits bobos dégénérés avec une banderole ridicule.

Une deuxième manifestation eut lieu, quinze jours plus tard, le 11 mars. Elle n'eut pas beaucoup plus de monde que la première, cela se situa aux alentours de 180 manifestants, mais en face, avec la complicité du préfet, les gauchistes, qui avaient mobilisé dans tout le département, et même plus largement, purent pourrir le rassemblement, couvrir les discours et même couper le fil du micro des organisateurs.

Dans le même temps, Riposte Laïque, bien informé, apprit à ses lecteurs et aux habitants de Bêlâbre ce que tout le monde cherchait à cacher : un chef d'entreprise se proposait de racheter, plus cher que Viltâis, les locaux de l'ancienne chemiserie, et d'y installer une usine avec 25 salariés. Mais il posait une condition au maire : il voulait que ses salariés travaillent dans une ville paisible, et ne voulait pas de Cada.

A notre grande surprise, aucun média ne reprit l'information, et il fallut que des militants d'un département voisin de Reconquête distribuent les tracts, durant le week-end, pour informer la population de ce qui se préparait.

Un conseil municipal extraordinaire, à huis clos, se déroula le lundi 21 mars, à la mairie. Le maire, soutenu par son équipe, affirma à l'entrepreneur qu'il voulait bien de sa boîte, mais que non seulement il maintenait le Cada, mais qu'il annonçait qu'il avait permis à Viltâis de racheter d'autres lieux, et qu'il y aurait non pas 38 migrants, mais 76 ! Le chef d'entreprise fit savoir que dans ces conditions, il irait installer son usine dans une ville voisine.

Donc, la population de Bêlâbre, et les associations qui se battent contre l'installation du Cada, sont à présent au pied du mur. Ils sont en état de légitime défense, contre la politique de leur maire, qui assassine leur ville. Dès l'annonce de l'installation des migrants, des commerçants ont voulu vendre leur fond de commerce, mais plus personne ne veut racheter. Des particuliers ont voulu vendre leur maison, mais les agences immobilières leur ont fait comprendre que dans ces conditions, il fallait baisser drastiquement le prix. Que vont devenir les écoles de Bêlâbre, avec une population nouvelle, avec plein d'enfants qui ne parlent pas français, ce qui compliquera le quotidien des classes et tirera le niveau des élèves vers le bas ? Quelle sera la cohabitation entre les anciens de Bêlâbre, et les nouveaux venus, porteurs d'une culture souvent aux antipodes de la nôtre, notamment sur les

rapports entre les hommes et les femmes, sans parler de la question religieuse ?

Le maire, Laurent Laroche, qui se vantait d'installer la démocratie participative à Bêlâbre, et dont la famille politique réclame un référendum sur les retraites, refuse à sa population ce référendum sur les migrants.

Donc, si les habitants de Bêlâbre, et leurs associations, ne font rien, ils sont foutus, et se verront imposer une situation nouvelle, un Grand Remplacement, dans leur commune. Le maire assassine sa ville, et ses administrés sont en état de légitime défense contre lui et son équipe. Certes, nous n'encourageons pas les habitants à mettre le feu à la maison de l'élu, comme cela vient d'arriver au maire à migrants de Saint-Brévin, Yannick Morez.

La présidente de l'Union Bêlâbraise, la jeune, mais courageuse, Ludivine Fassiaux, était ce jeudi l'invitée d'André Bercoff, pour évoquer la situation de sa ville.

Quel dommage que, sans doute émue, elle n'ait pas parlé de l'entrepreneur, ni de la chute de l'immobilier, ni de la terreur qu'inspire le maire à la population, ni surtout de la réunion de ce vendredi. Mais elle a tout de même exprimé des choses fort intéressantes.

Sans la moindre vergogne, ce maire à migrants utilise l'argent des contribuables pour arroser une boîte d'avocats amis. En effet, qui est ce Daniel Guiet, qui s'est vu confier la défense des intérêts de la commune, dans le dossier Cada ? C'est le président de la LDH de l'Indre, qui multiplie les plaintes devant la justice et les menaces contre les citoyens du village qui refusent l'implantation des migrants dans leur ville.



Et cet avocat, qui ment grossièrement en prétendant que les

habitants de Bêlâbre seraient majoritairement favorables au Cada (si tel est le cas, pourquoi ne pas proposer un référendum) se permet de faire pression sur les élus du département, sommés de signer un texte de soutien au maire. Va-t-il, en bon commissaire politique de l'antiracisme, dénoncer au Politburo les élus qui refuseront de signer ?

A présent, la population de Bêlâbre, et ses associations, sont au pied du mur. Un rassemblement spectaculaire, devant la Salle des Fêtes, ce vendredi, à 19 heures 30, serait une première réponse à la hauteur des enjeux, surtout si les manifestants réussissaient à entrer dans la salle des Fêtes, et à dire son fait au maire, voire au préfet et aux négriers de Viltais. Et surtout à diffuser des images spectaculaires de leur protestation.

Ensuite, le harcèlement démocratique – formule inventée par Jean-Christophe Cambadélis pour lutter contre le Front national – qui fut utilisé à Callac contre les élus et les collabos de gauche immigrationnistes, a montré une certaine efficacité.

L'avenir de Bêlâbre appartient à ses habitants. S'ils ne se battent pas, ils auront pour commencer 80 migrants, et ensuite davantage. S'ils ne se battent pas, leur ville est foutue. S'ils se battent, ils peuvent gagner, comme à Callac.

Quand l'avenir d'une ville, son identité et le mode de vie de ses habitants est en jeu, on est en état de légitime défense, et il n'y a qu'une seule obligation : **gagner, par tous les moyens... démocratiques bien entendu.**

Martine Chapouton

<https://ripostelaique.com/habitants-de-belabre-vous-etes-en-etat-de-legitime-defense-contre-votre-maire.html>